



Veille juridique

Travail – Emploi – Formation professionnelle - Économie

Semaine du 15 au 21 août 2026

Textes publiés au JO

Circulaires

Jurisprudence

*Cette veille est constituée sur la base
d'une sélection*

des textes officiels publiés sur :

- *Journal Officiel (JORF)*
- *Légifrance*
- *l'onglet "Instructions et BO"
de Tessadoc*

*des jurisprudences signalées par les
sources :*

- *Dalloz*
- *Lamyline*
- *Elnet*
- *AEF*
- *LSQ (Liaisons Sociales
Quotidien)*

CONVENTIONS COLLECTIVES (ARRETES ET AVIS)

Retrouvez la rubrique dédiée sur Paco

l'intranet des ministères sociaux

***Retrouvez les accords interprofessionnels et
de branche sur BDCC@WEB***

Cette veille juridique et jurisprudentielle est réalisée dans le cadre du Réseau Documentation-Archives des ministères sociaux par le CRDM.

Textes publiés au JO

[Travail – Emploi - Économie](#)

[Formation professionnelle - Apprentissage](#)

[Santé et Sécurité au travail](#)

[Enquêtes et Statistiques](#)

[Administration - Fonction publique](#)

Travail – Emploi – Économie

RSA / Outre-mer	Décret n° 2026-799 du 18 août 2026 portant revalorisation du revenu de solidarité en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et dans les collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon
Aide aux entreprises / Activité partielle	Décret n° 2026-776 du 14 août 2026 portant création d'une aide exceptionnelle à destination des entreprises de moins de deux cent cinquante salariés ayant subi les conséquences des incendies et ayant fait l'objet d'une mesure d'évacuation ou de confinement
Durée du travail	Décret n° 2026-775 du 13 août 2026 portant clarification de certaines procédures de dérogation à la durée du travail

Formation professionnelle - Apprentissage

Titre professionnel	Arrêté du 7 juillet 2026 relatif au titre professionnel de serveur en restauration Arrêté du 16 juillet 2026 relatif au titre professionnel d'ouvrier du génie écologique
---------------------	--

Santé et Sécurité au travail

	RAS
--	-----

Enquêtes – Statistiques

	RAS
--	-----

Administration – Fonction Publique

Organisation administrative

Commande publique	Décret n° 2026-780 du 14 août 2026 relatif à la création du Conseil national de la commande publique
-------------------	--

Budget de l'Etat – Finances	
	RAS
Concours- Examens	
	RAS
Nominations	
DDETSPP Lot	Arrêté du 13 août 2026 portant nomination (directions départementales interministérielles) - M. Jean-Marc TOULLIEU
DDETSPP Cantal / DDETSPP Nièvre	Arrêté du 13 août 2026 portant nomination (directions départementales interministérielles) - M. Jérôme SCHIAVONE / M. Christian TOURNADRE

Circulaires

Fonction publique d'Etat / Déontologie	Circulaire du 18 août 2026 relative à la lutte contre les atteintes à la probité au sein des administrations et des établissements publics de l'Etat
Commande publique / Incendie	Circulaire du 12 août 2026 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte des incendies de forêt survenus à l'été 2026

Jurisprudence

[Relations individuelles du travail](#)

[Contrat de travail](#)

[Relations collectives du travail](#)

[Durée du travail](#)

[Santé et sécurité au travail](#)

[Discrimination](#)

[Entreprise en difficulté/Économie](#)

[Administration/fonction publique](#)

Relations individuelles du travail

**Harcèlement
managérial /
Preuve**

La Haute juridiction rappelle que le harcèlement managérial vise une communauté de travailleurs. Ainsi la directrice du service des ressources humaines est victime des actes de harcèlement managérial commis par le PDG à l'égard de son service, dès lors que ces actes produisent sur elle les effets prévus à l'article L. 1152-1.

[Cass. soc., 8 juillet. 2026, n°24-17.481](#)

Elnet, 17 août 2026

Licenciement pour faute lourde / Indemnité de congés payés	Dans une décision n° 2026-1217/1218 du 6 août 2026 relative à des dispositions du code du travail de Nouvelle-Calédonie privant le salarié licencié pour faute lourde du bénéfice de l'indemnité compensatrice de congés payés, le Conseil constitutionnel rappelle que cette exclusion n'est pas conforme à la Constitution. Décision n° 2026-1217/1218 QPC du 6 août 2026 AEF, 18 août 2026
Contrat de travail	
	RAS
Relations collectives du travail	
Convention collective unique / Participation syndicale	Lorsqu'une convention collective unique est destinée à remplacer plusieurs conventions de branche applicables dans un secteur professionnel, tous les syndicats représentatifs dans le champ de l'une de ces conventions doivent être invités à participer à sa négociation, précise la Cour de cassation dans un arrêt du 8 juillet, qui concerne le secteur sanitaire, social et médico-social. Cass. soc., 8 juill. 2026, no 24-12.381 FS-B LSQ, 20 août 2026
Durée du travail	
	RAS
Santé et sécurité au travail	
Rayonnement ionisant / Calcul de la dose	Les modalités de calcul de la dose efficace liée au radon dans les lieux de travail spécifiques ne peuvent pas être fixées par n'importe quelle autorité réglementaire. CE, 13 juill. 2026, n° 490924 Elnet, 21 août 2026
Discrimination	
Pratique de la prière / Obligation de neutralité	Une marque sur le front d'un candidat musulman au poste de policier adjoint, résultant d'une pratique assidue de la prière, peut-elle à elle seule justifier de lui refuser l'agrément au motif qu'elle traduirait une volonté de manifester ses croyances religieuses dans le cadre du service ? Non répond le Conseil d'État dans une décision du 27 juillet 2026. Les hauts magistrats précisent qu'il appartient à l'administration, au-delà de l'apparence du candidat, de s'assurer de ce qu'il exercera ses futures fonctions en se conformant, dans le cadre du service, à son obligation de neutralité. Conseil d'État, 27 juillet 2026, n° 499886 AEF, 18 août 2026
Entreprise en difficulté / Économie	
Contrat en cours / Créance de restitution	Lorsqu'un contrat conclu avant l'ouverture de la procédure collective est résolu après, pour inexécution d'une obligation autre qu'une obligation de payer une somme d'argent, la créance de restitution ne bénéficie pas du privilège de procédure. Cass. com., 1er juill. 2026, n° 24-22.541, n° 356 B Elnet, 21 août 2026
Fraude de la caution	La caution qui a sciemment fait rédiger par un tiers la mention manuscrite légale de l'acte de cautionnement commet une fraude qui l'empêche d'invoquer l'irrégularité de la mention pour obtenir l'annulation de son engagement. Cass. com., 6 mai 2026, n° 25-14.501, n° 202 F-D Elnet, 20 août 2026
Surendettement / Dette professionnelle	La situation de surendettement est caractérisée par l'impossibilité manifeste, pour le débiteur, de faire face à l'ensemble de ses dettes professionnelles et non professionnelles, peu important la part respective de chacune d'entre elles.

	Cass. 2e civ., 2 juill. 2026, n° 23-21.550, n° 721 F-B Elnet, 20 août 2026
Plans de sauvegarde et de redressement / Avis du ministère public	Une cour d'appel ne peut confirmer un jugement qui a décidé la résolution d'un plan de redressement et ouvert la liquidation judiciaire qu'après avis du ministère public. Cass. com., 1er juill. 2026, n° 25-15.158, n° 372 F-D Elnet, 20 août 2026
Liquidation judiciaire / Redressement	Un entrepreneur en redressement judiciaire doit être placé en liquidation judiciaire s'il ne démontre pas être en mesure de couvrir les charges d'exploitation de son activité. Cass. com., 1er juill. 2026, n° 25-16.042 Elnet, 17 août 2026
Administration / Fonction publique	
	RAS

[Retour sommaire](#)

Cette veille juridique est réalisée dans le cadre du Réseau Documentation-Archives des ministères sociaux.

Contributeur : **CRDM** (Joël Michineau)

En complément : Consultez le portail documentaire



- ✓ la [Veille juridique santé](#)